

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 831

[C — 2007/31086]

**8 FEVRIER 2007. — Ordonnance
modifiant l'ordonnance du 20 juillet 2005
relative à la société d'acquisition foncière (1)**

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. L'article 2 de l'ordonnance du 20 juillet 2005 relative à la Société d'acquisition foncière est remplacé par la disposition suivante :

« Pour la mise en œuvre de la politique foncière de la Région de Bruxelles-Capitale, dans une perspective d'intérêt économique général, le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale est habilité à participer à la constitution de la Société d'acquisition foncière, dont l'acronyme est la « SAF », société de droit public ayant pour objet de réaliser toutes opérations de vente, de cession, de promotion, de développement et d'investissement en matière immobilière et d'exercer la gestion de tous biens immeubles ou de tous droits réels immobiliers, pour compte propre, pour compte de tiers ou en association, sous quelque forme que ce soit, avec des tiers. »

Art. 3. L'article 4 de cette même ordonnance est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. La société est administrée par un conseil d'administration composé de 3 membres au moins, non associés, nommés par l'assemblée générale pour un terme de six ans au plus et dont le mandat est renouvelable. Un mandat d'administrateur se termine immédiatement après l'assemblée générale qui a procédé à la réélection.

Cependant, tant que l'assemblée générale constate que la société ne comporte que deux actionnaires, conformément aux dispositions des articles 518 et 519 du Code des sociétés, il ne sera nommé que deux administrateurs.

§ 2. En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement jusqu'à une nomination définitive conformément à l'alinéa qui précède.

§ 3. L'assemblée générale détermine le montant des rémunérations des administrateurs et peut en tout temps les révoquer.

§ 4. Le conseil d'administration nomme parmi ses membres un président et, éventuellement, un vice-président.

Le conseil peut de même nommer un secrétaire, administrateur ou non. »

Art. 4. L'article 5 de cette même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes de gestion ou de disposition qui sont nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi réserve à l'assemblée générale. »

Art. 5. L'article 6 de cette même ordonnance est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale nomme auprès de la SAF deux commissaires du gouvernement.

Les commissaires du gouvernement assistent aux séances des assemblées générales et du conseil d'administration; ils y ont voix consultative.

Ils doivent être avertis en temps utile des lieux et heures des réunions de ces organes et en recevoir les ordres du jour, comptes rendus et documents de travail.

Les commissaires du gouvernement veillent chacun au respect de la loi, des présents statuts et de l'intérêt général.

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 831

[C — 2007/31086]

**8 FEBRUARI 2007. — Ordonnantie
tot wijziging van de ordonnantie van 20 juli 2005
betreffende de maatschappij voor de verwerving van vastgoed (1)**

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 2 van ordonnantie van 20 juli 2005 betreffende de Maatschappij voor de Verwerving van Vastgoed wordt vervangen als volgt :

« Om het grondbeleid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met het oog op het algemeen economisch belang uit te voeren, wordt de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ertoe gemachtigd deel te nemen aan de oprichting van de Maatschappij voor de Verwerving van Vastgoed, afgekort als MVV, publiekrechtelijke vennootschap met als doel alle handelingen te verrichten van verkoop, overdracht, promotie, uitbreiding en investering op het vlak van onroerende goederen en het beheer waar te nemen van alle onroerende goederen of van alle onroerende zakelijke rechten voor eigen rekening, voor rekening van derden of in samenwerking, in welke vorm ook, met derden. »

Art. 3. Artikel 4 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« § 1. De vennootschap wordt bestuurd door een raad van bestuur, bestaande uit op zijn minst 3 leden, geen vennoten, benoemd door de algemene vergadering voor een termijn van hoogstens zes jaren en wier mandaat hernieuwbaar is. Een mandaat van bestuurder loopt ten einde onmiddellijk na de algemene vergadering die tot de herverkiezing is overgegaan.

Zolang de algemene vergadering evenwel vaststelt dat de vennootschap slechts twee aandeelhouders telt, zullen er, conform de bepalingen van de artikelen 518 en 519 van het Wetboek van Vennootschappen, slechts twee bestuurders benoemd worden.

§ 2. Wanneer een mandaat van bestuurder vrijkomt, hebben de resterende bestuurders het recht dit tijdelijk op te vullen tot een definitieve benoeming overeenkomstig het voorafgaande lid.

§ 3. De algemene vergadering bepaalt het bedrag van de bezoldigingen van de bestuurders en kan hen altijd afzetten.

§ 4. De raad van bestuur benoemt onder zijn leden een voorzitter en eventueel een ondervoorzitter.

De raad kan ook een secretaris, al dan niet bestuurder, benoemen. »

Art. 4. Artikel 5 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« De raad van bestuur heeft de macht om elke bestuursdaad of daad van beschikking te stellen die nodig of nuttig zijn voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel, met uitzondering van de daden die de wet aan de algemene vergadering toewijst. »

Art. 5. Artikel 6 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 1. De Brusselse Hoofdstedelijke Regering benoemt bij de MVV twee regeringscommissarissen.

De regeringscommissarissen wonen de zittingen bij van de algemene vergaderingen alsook die van de raad van bestuur; zij hebben er raadgevende stem.

Zij dienen tijdig op de hoogte gesteld te worden van plaats en uur van de vergaderingen van deze organen en zij moeten de agenda, verslagen en werkdocumenten van deze vergaderingen ontvangen.

De regeringscommissarissen zien elkeen toe op de naleving van de wet, van deze statuten en van het algemeen belang.

§ 2. Les commissaires du gouvernement ont le droit de prendre en tout temps connaissance de la situation et vérifier l'exactitude des écritures et des caisses.

Ils ont le droit d'enquête le plus étendu. Ils peuvent consulter tout document et interroger toute personne rémunérée à charge de la SAF.

Tous les membres du conseil d'administration, du personnel ainsi que le commissaire à qui est confiée la surveillance de la SAF sont tenus de leur apporter le concours le plus large.

Ils peuvent requérir des administrateurs toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui leur paraissent nécessaires à l'exécution de leur mandat.

§ 3. Chaque commissaire du gouvernement peut, dans un délai de quatre jours, introduire un recours en annulation auprès du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale contre toute décision des organes de gestion qu'il estime contraire à la loi, aux présents statuts ou à l'intérêt général.

Ce délai court à partir du jour où il est informé de la décision prise. Il notifie une copie de son recours à la Société. Le recours est suspensif.

Si, dans un délai de quinze jours à partir du jour de l'introduction du recours contre la décision, le gouvernement n'a pas pris de décision d'annulation, la décision faisant l'objet du recours pourra être exécutée.

Les samedis, dimanches et jours fériés légaux sont exclus des délais.

§ 4. La rémunération des commissaires du gouvernement est fixée par l'assemblée générale. ».

Art. 6. L'article 7 de cette même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Le conseil d'administration peut conférer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un administrateur délégué. ».

Art. 7. L'article 8 de cette même ordonnance est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation de son président, de l'administrateur délégué ou de deux administrateurs.

§ 2. Les convocations sont faites par écrit ou tout autre moyen de communication ayant un support matériel et mentionnent le jour, l'heure, l'endroit ainsi que l'ordre du jour. Elles sont adressées aux administrateurs au moins deux jours ouvrables avant la réunion, sauf urgence dûment motivée dans la convocation ou le procès-verbal de la réunion.

§ 3. Tout administrateur peut renoncer à la formalité de la convocation et, en tout cas, sera considéré comme ayant été régulièrement convoqué, ou comme ayant renoncé à la formalité de la convocation, s'il est présent ou représenté à la réunion. ».

Art. 8. L'article 9 de cette même ordonnance est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Tout administrateur qui est empêché peut donner, par écrit, à un autre membre du conseil mandat pour le représenter et voter en ses lieu et place. Chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues.

§ 2. Le président ou, en cas d'absence de celui-ci, le vice-président ou un administrateur désigné par le conseil dirige les travaux du conseil.

§ 3. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante, nonobstant l'application des articles 518 et 519 du Code des sociétés. ».

§ 2. De regeringscommissarissen hebben het recht op elk ogenblik in kennis gesteld te worden van de stand van zaken en de juistheid van de geschriften en van de kas na te gaan.

Zij hebben het grootst mogelijke onderzoeksrecht. Zij mogen elk document raadplegen en iedere ten laste van de MVV bezoldigde persoon ondervragen.

Alle leden van de raad van bestuur, alle personeelsleden alsook de commissaris aan wie het toezicht op de MVV wordt toevertrouwd, zijn verplicht hen hun zo ruim mogelijke medewerking te verlenen.

Zij kunnen om uitleg of informatie van de bestuurders verzoeken en verificaties uitvoeren die hen bij de uitoefening van hun mandaat nodig lijken.

§ 3. Binnen een termijn van vier dagen mag iedere regeringscommissaris beroep tot nietigverklaring aantekenen bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tegen elke beslissing van de bestuursorganen waarvan hij vindt dat zij indruist tegen de wet, deze statuten of het algemeen belang.

Deze termijn loopt vanaf de dag waarop hij van de genomen beslissing op de hoogte werd gesteld. Hij betekent aan de Vennootschap een kopie van zijn beroep. Het beroep is opschortend.

Als de regering binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de dag van het indienen van het beroep tegen de beslissing, geen beslissing tot nietigverklaring heeft genomen, kan de beslissing die het voorwerp van het beroep uitmaakt, uitgevoerd worden.

Zaterdag, zondagen en wettelijke feestdagen komen in de termijnen niet in aanmerking.

§ 4. De bezoldiging van de regeringscommissarissen wordt door de algemene vergadering vastgesteld. ».

Art. 6. Artikel 7 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« De raad van bestuur mag het dagelijks bestuur van de vennootschap evenals de vertegenwoordiging van de vennootschap aangaande het dagelijks bestuur toekennen aan een afgevaardigd bestuurder. ».

Art. 7. Artikel 8 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« § 1. De raad van bestuur vergadert op bijeenroeping van zijn voorzitter, de afgevaardigd bestuurder of twee bestuurders.

§ 2. De oproeping geschiedt schriftelijk of via elk ander middel van communicatie waarvan een materieel spoor blijft en vermeldt de dag, het uur en de plaats, alsook de agenda. Zij worden op zijn minst twee werkdagen voor de vergadering naar de bestuurders verzonden, behalve in geval van hoogdringendheid die naar behoren wordt gemotiveerd in de oproeping of in de notulen van de vergadering.

§ 3. Iedere bestuurder mag aan oproeping verzaken en in ieder geval wordt een bestuurder die op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd is, geacht regelmatig te zijn opgeroepen of aan oproeping te hebben verzaakt. ».

Art. 8. Artikel 9 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« § 1. De raad van bestuur kan slechts geldig beraadslagen en beslissen indien ten minste de helft van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

Iedere bestuurder die verhinderd is, kan schriftelijk aan een ander lid van de raad mandaat verlenen om hem te vertegenwoordigen en rechtens hem te stemmen. Iedere bestuurder kan slechts één enkele van zijn collega's vertegenwoordigen.

§ 2. De voorzitter, of in geval van afwezigheid van deze laatste, de ondervoorzitter of een door de raad aangeduide bestuurder leidt de werkzaamheden van de raad.

§ 3. De beslissingen van de raad van bestuur worden bij eenvoudige meerderheid van de stemmen genomen.

In geval van staking van stemmen, is de stem van de voorzitter doorslaggevend, niettegenstaande de toepassing van de artikelen 518 en 519 van het Wetboek van Vennootschappen. ».

Art. 9. A cette même ordonnance, il est ajouté un article 10 libellé comme suit :

« Les décisions du conseil d'administration sont consignées dans un registre particulier et signées par le président en fonction ainsi que par la majorité des membres présents.

Les copies et extraits sont signés par le président ou par deux administrateurs. ».

Art. 10. A cette même ordonnance, il est ajouté un article 11 libellé comme suit :

« Sans préjudice du pouvoir général de représentation du conseil d'administration en tant que collège, la société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par deux administrateurs, dont le président du conseil, agissant conjointement.

Dans les limites de la gestion journalière, la société est valablement engagée par les personnes qui, conformément à l'article 12 des statuts, sont chargées de cette gestion journalière. ».

Art. 11. A cette même ordonnance, il est ajouté un article 12 libellé comme suit :

« La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, nommés par l'assemblée générale parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

La durée de leur mandat est de trois ans.

L'assemblée générale détermine le nombre et la rémunération du ou des commissaires. S'ils sont plusieurs, ils constituent un collège.

Les commissaires ne peuvent exercer aucune autre fonction dans la société. ».

Art. 12. A cette même ordonnance, il est ajouté un article 13 libellé comme suit :

« L'assemblée générale des actionnaires a les compétences qui lui sont attribuées par le Code des sociétés, dans la mesure où il n'y est pas dérogé par ou en vertu d'une ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale. ».

Art. 13. A cette même ordonnance, il est ajouté un article 14 libellé comme suit :

« § 1^{er}. L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, dénommée assemblée générale annuelle, se réunit chaque année le 15 juin au siège de la société ou à un autre endroit de la Région de Bruxelles-Capitale. Si ce jour est un jour férié légal ou un samedi, l'assemblée a lieu le premier jour ouvrable suivant.

§ 2. L'assemblée générale ordinaire, spéciale ou extraordinaire est convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s) réviseur(s) visé(s) à l'article 17.

Le(s) commissaire(s) est (sont) obligé(s) de convoquer l'assemblée sur la demande d'un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble au moins un cinquième des actions ou un cinquième du capital social.

La demande de convocation est adressée par lettre recommandée au siège social de la société avec indication des points à débattre.

L'assemblée doit se tenir un mois après la date de la poste que mentionne l'envoi recommandé précité.

§ 3. Les convocations à l'assemblée générale ont lieu par lettres recommandées conformément aux articles 189, 532 et 533 du Code des sociétés et les rapports sont transmis aux actionnaires conformément aux dispositions du même Code.

§ 4. Tout actionnaire peut renoncer à la formalité de la convocation et, en tout cas, sera considéré comme ayant été régulièrement convoqué, ou comme ayant renoncé à la formalité de la convocation, s'il est présent ou représenté à la réunion. ».

Art. 14. A cette même ordonnance, il est ajouté un article 15 libellé comme suit :

« L'assemblée générale décide valablement de points non repris à l'ordre du jour, à condition qu'il en soit décidé à l'unanimité lors d'une assemblée générale réunissant toutes les actions. ».

Art. 9. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 10 toegevoegd, luidend :

« De beslissingen van de raad van bestuur worden in een bijzonder register opgenomen en ondertekend door de in functie zijnde voorzitter, alsook door de meerderheid van de aanwezige leden.

De kopieën en uittreksels worden door de voorzitter of door twee bestuurders ondertekend. ».

Art. 10. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 11 toegevoegd, luidend :

« Zonder afbreuk te doen aan de algemene bevoegdheid van de raad van bestuur om als college de vennootschap te vertegenwoordigen, is de vennootschap tegenover derden wel geldig gebonden door twee bestuurders, waaronder de voorzitter van de raad, gezamenlijk optredend.

Binnen de grenzen van het dagelijks beheer, is de vennootschap geldig gebonden door de personen die, conform artikel 12 van de statuten, met dit dagelijks beheer belast zijn. ».

Art. 11. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 12 toegevoegd, luidend :

« Het toezicht op de vennootschap wordt toevertrouwd aan één of meerdere commissarissen, onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren benoemd door de algemene vergadering.

De duur van hun mandaat bedraagt drie jaar.

De algemene vergadering stelt het aantal en de bezoldiging van de commissarissen vast. Indien er meer dan één is, vormen zij een college.

De commissarissen mogen in de vennootschap geen andere functie uitoefenen. ».

Art. 12. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 13 toegevoegd, luidend :

« De algemene vergadering van aandeelhouders heeft de bevoegdheden die haar worden toegewezen door het Wetboek van Vennootschappen, voorzover er niet van afgeweken wordt door of krachtens een ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. ».

Art. 13. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 14 toegevoegd, luidend :

« § 1. De gewone algemene vergadering van aandeelhouders, jaarlijkse algemene vergadering genoemd, vergadert elk jaar op 15 juni op de zetel van de vennootschap of op een andere plaats van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Als deze dag op een wettelijke feestdag of op een zaterdag valt, heeft de vergadering op de eerstvolgende werkdag plaats.

§ 2. De gewone, bijzondere of buitengewone algemene vergadering wordt bijeengeroepen door de raad van bestuur of door de in artikel 17 bedoelde commissaris(sen)-revisor.

De commissaris(sen) moet(en) de vergadering bijeenroepen op verzoek van één aandeelhouder of van meerdere aandeelhouders die samen ten minste één vijfde van de aandelen of één vijfde van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

Het verzoek om een bijeenroeping wordt per aangetekend schrijven naar de maatschappelijke zetel van de vennootschap gestuurd, met vermelding van de punten die besproken moeten worden.

De vergadering moet gehouden worden één maand na de postdatum die vermeld staat in het voormelde aangetekend schrijven.

§ 3. De oproepingen voor de algemene vergadering geschieden via aangetekend schrijven overeenkomstig de artikelen 189, 532 en 533 van het Wetboek van Vennootschappen en overeenkomstig de bepalingen van hetzelfde Wetboek worden aan de aandeelhouders de verslagen bezorgd.

§ 4. Iedere aandeelhouder mag aan oproeping verzaken en in ieder geval wordt een aandeelhouder die op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd is, geacht regelmatig te zijn opgeroepen of aan oproeping te hebben verzaakt. ».

Art. 14. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 15 toegevoegd, luidend :

« Op voorwaarde dat daar unaniem wordt over beslist tijdens een algemene vergadering die al de aandelen verenigt, beslist de algemene vergadering geldig over punten die niet op de agenda staan. ».

Art. 15. A cette même ordonnance, il est ajouté un article 16 libellé comme suit :

« § 1^{er}. Tout propriétaire d'actions peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoir.

§ 2. Par dérogation aux articles 558 et 559 du Code de sociétés, l'assemblée générale ne peut valablement délibérer et statuer sur les modifications aux présents statuts que si les actionnaires présents ou représentés à la réunion représentent à la fois la moitié au moins du capital social et l'ensemble des actions de catégorie B.

Si ce quorum n'est pas rempli, une nouvelle convocation sera nécessaire et la deuxième assemblée délibérera valablement, quelle que soit la portion du capital ou des actions de catégorie B représentée par les actionnaires présents ou représentés. ».

Art. 16. A cette même ordonnance, il est ajouté un article 17 libellé comme suit :

« § 1^{er}. Chaque action en capital à laquelle un droit de vote est attaché donne droit à une voix.

§ 2. Sauf majorité spéciale requise par la loi, les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité des voix exprimées.

§ 3. Par dérogation au § 2 et sans préjudice des majorités spéciales prévues par les articles 558 et 559 du Code des sociétés, si et aussi longtemps qu'un actionnaire de catégorie B est propriétaire d'au moins 15 % des actions avec droit de vote, celui-ci disposera d'un droit de veto contre toute modification aux présents statuts. Ce droit de veto ne pourra être exercé que si l'actionnaire de catégorie B établit que la modification proposée serait incompatible avec les missions légales de cet actionnaire telles que fixées par ou en vertu d'une ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale.

Il est entendu que les majorités spéciales prévues par les articles 558 et 559 du Code de sociétés seront suffisantes pour valablement décider d'une modification statutaire si aucun actionnaire de catégorie B n'est présent ou représenté alors que l'assemblée délibère et statue valablement conformément à l'article 21, § 2, alinéa 2. ».

Art. 17. A cette même ordonnance, il est ajouté un article 18 libellé comme suit :

« L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par le vice-président ou par un administrateur désigné par le conseil.

Les actionnaires ou leurs représentants signent la liste de présence avec mention de leur identité et l'indication du nombre de leurs titres. ».

Art. 18. A cette même ordonnance, il est ajouté un article 19 libellé comme suit :

« Les procès verbaux des assemblées générales ainsi que les copies et extraits sont signés par le président ou par deux administrateurs. ».

Art. 19. A la même ordonnance, il est ajouté un article 20 libellé comme suit :

« Le gouvernement informe sans délai le Parlement de toute modification apportée aux statuts de la s.a. SAF-MVV, à la composition de son conseil d'administration ou de son actionnariat. Il en est de même pour les comptes déposés à la Banque nationale. ».

Art. 20. A cette même ordonnance, il est ajouté un article 21 libellé comme suit :

« Les comptes de la SAF sont soumis au contrôle de la Cour des comptes. Les comptes de la société sont transmis à la Cour des comptes au plus tard le 31 mai de l'année suivant l'exercice concerné.

Art. 15. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 16 toegevoegd, luidend :

« § 1. Iedere eigenaar van aandelen kan zich op de algemene vergadering door een gevolmachtigde laten vertegenwoordigen.

§ 2. In afwijking van de artikelen 558 en 559 van het Wetboek van Vennootschappen kan de algemene vergadering slechts geldig beraadslagen en beslissen over de wijzigingen van deze statuten, als de aandeelhouders die aanwezig of vertegenwoordigd zijn op de vergadering samen ten minste de helft van het maatschappelijk kapitaal en alle aandelen van categorie B vertegenwoordigen.

Als dat quorum niet gehaald wordt, is een nieuwe oproeping nodig en de tweede vergadering zal geldig beraadslagen, ongeacht het percentage van het kapitaal of van de aandelen van categorie B dat vertegenwoordigd wordt door de aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders. ».

Art. 16. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 17 toegevoegd, luidend :

« § 1. Elk kapitaaldeel waaraan stemrecht gekoppeld is, geeft recht op één stem.

§ 2. Behalve indien door de wet een bijzondere meerderheid vereist wordt, worden de beslissingen van de algemene vergadering genomen bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen.

§ 3. In afwijking van § 2, en onverminderd de bijzondere meerderheden bepaald door de artikelen 558 en 559 van het Wetboek van Vennootschappen, als en zolang een aandeelhouder van categorie B eigenaar is van minstens 15 % van de aandelen met stemrecht, zal deze beschikken over een vetorecht tegen elke wijziging van deze statuten. Dit vetorecht mag enkel worden uitgeoefend indien de aandeelhouder van categorie B vaststelt dat de voorgestelde wijziging onverenigbaar is met de wettelijke opdrachten van deze aandeelhouder zoals vastgesteld door of krachtens een ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Er wordt aangenomen dat de bijzondere meerderheden bepaald in de artikelen 558 en 559 van het Wetboek van Vennootschappen zullen volstaan om geldig te beslissen over een statutaire wijziging als er geen enkele aandeelhouder van categorie B aanwezig of vertegenwoordigd is, ingeval de vergadering geldig beraadslaagt en beslist overeenkomstig artikel 21, § 2, tweede lid. ».

Art. 17. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 18 toegevoegd, luidend :

« De algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of, bij afwezigheid of verhindering, door de ondervoorzitter of door een door de raad aangewezen bestuurder.

De aandeelhouders of hun vertegenwoordigers ondertekenen de aanwezigheidslijst met vermelding van hun identiteit en de opgave van hun effectenaantal. ».

Art. 18. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 19 toegevoegd, luidend :

« De notulen van de algemene vergaderingen, alsook de kopieën en uittreksels worden door de voorzitter of door twee bestuurders ondertekend. ».

Art. 19. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 20 toegevoegd, luidend :

« De regering brengt het Parlement onverwijld op de hoogte van elke wijziging in de statuten van de n.v. MVV-SAF, de samenstelling van haar raad van bestuur en van haar aandeelhoudersbestand. Dat geldt ook voor de jaarrekening, zoals ingediend bij de Nationale Bank. ».

Art. 20. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 21 toegevoegd, luidend :

« De rekeningen van de MVV worden onderworpen aan de controle van het Rekenhof. De rekeningen van de MVV worden uiterlijk op 31 mei van het jaar dat op het boekjaar volgt, overgezonden aan het Rekenhof.

La Cour des comptes a accès en permanence aux données sociales, fiscales, financières et comptables.

Elle informe sans délai le gouvernement de toute anomalie. Elle en informe également le Parlement, d'initiative ou à la demande de ce dernier.

La Cour des comptes examine la légalité et la régularité des dépenses et des recettes et contrôle le bon emploi des deniers publics; elle s'assure du respect des principes d'économie, d'efficacité et d'efficience.

La Cour des comptes est habilitée à se faire communiquer tous documents et renseignements, de quelque nature que ce soit, relatifs à la gestion des services confiés à la SAF. Elle peut organiser un contrôle sur place. ».

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 février 2007.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au développement,

Ch. PIQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,

E. HUYTEBROECK

—
Note

(1) *Session 2006-2007.*

Document du Parlement. — Projet d'ordonnance, A-324/1. — Rapport, A-324/2. — Amendements après rapport, A-324/3.

Compte rendu intégral. — Séance du vendredi 2 février 2007.

Het Rekenhof heeft ononderbroken toegang tot de sociale, fiscale, financiële en boekhoudkundige gegevens.

Het brengt de regering onmiddellijk op de hoogte van anomalie en. Het brengt tevens het Parlement daarvan op de hoogte, op eigen initiatief of op diens verzoek.

Het Rekenhof onderzoekt de wettigheid en de regelmatigheid van de uitgaven en de ontvangsten en controleert of de overheidsmiddelen correct aangewend worden. Het vergewist er zich van dat de beginselen inzake spaarzaamheid, doeltreffendheid en efficiency nageleefd worden.

Het Rekenhof wordt ertoe gemachtigd alle stukken en inlichtingen, van welke aard dan ook, over het beheer van de diensten waarmee de MVV belast is, op te vragen. Het Rekenhof kan een controle ter plaatse organiseren. ».

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat zij in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 8 februari 2007.

De Minister-Président van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PIQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Econolie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,

E. HUYTEBROECK

—
Nota

(1) *Gewone zitting 2006-2007.*

Documenten van het Parlement. — Ontwerp van ordonnantie, A-324/1. — Verslag, A-324/2. — Amendementen na verslag, A-324/3.

Integraal verslag. — Vergadering van vrijdag 2 februari 2007.

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 832

[S - C - 2007/31078]

8 FEVRIER 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux demandes de reconnaissance des communautés islamiques et à l'autorisation de création des comités islamiques

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu les articles 2, alinéa 2 et 34, alinéa 2 de l'ordonnance du 29 juin 2006 relative à l'organisation et au fonctionnement du culte islamique,

Considérant que, dans la perspective d'un respect accru de l'égalité entre les différents cultes reconnus, il convient de permettre aux lieux de cultes islamiques de se doter d'organismes chargés de la gestion du temporel du culte;

Que, par ailleurs, le financement public des communautés islamiques locales pourra ainsi être assuré;

Vu l'avis de l'inspection des Finances, donné le 6 décembre 2006;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 832

[S - C - 2007/31078]

8 FEBRUARI 2007. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met betrekking tot de erkenningsaanvragen voor de islamitische gemeenschappen en de machtiging tot oprichting van de islamitische comité's

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 2, tweede lid en artikel 34, tweede lid van de ordonnantie van 29 juni 2006 betreffende de inrichting en de werking van de islamitische eredienst;

Overwegende dat het vanuit het perspectief van een toenemende aandacht voor gelijkheid tussen de verschillende erkende erediensten is aangewezen om het voor de plaatsen van islamitische eredienst mogelijk te maken instellingen op te richten die belast zijn met het beheer van de temporeliën van de eredienst;

Dat hierdoor bovendien de openbare financiering van de islamitische gemeenschappen mogelijk wordt;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, verstrekt op 6 december 2006;